

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT

Bureau de l'Environnement et de l'Urbanisme

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

du 16 MAI 2001

prescrivant à la société SPRENGER de déposer une mise à jour des informations  
prévues par les articles 2 et 3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977  
pour ses installations exploitées à Strasbourg

Le Préfet de la Région Alsace  
Préfet du Bas-Rhin

AP initial du 05/12/83 = APC

- VU le Code de l'environnement, livre V, titre premier, et notamment son article L.512-7,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 et notamment son article 18,
- VU l'arrêté préfectoral du 5 décembre 1983
- VU le rapport du 2 mars 2001 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène en date du 05 AVR. 2001
- ✓VU le dossier déposé dans le cadre de la procédure antérieure,
- VU la circulaire du Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement du 10 janvier 2000 relative à l'industrie du traitement de surface,

CONSIDÉRANT que les modifications de l'environnement proche du site et les modifications apparues dans les ateliers rendent nécessaire la mise à jour des informations prévues aux articles 2 et 3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,

APRÈS communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## A R R Ê T E

### Article 1<sup>er</sup> :

L'exploitant est tenu de déposer auprès de M Le Préfet, **sous un délai de 3 mois**, une mise à jour des informations prévues par les articles 2 et 3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 concernant les installations exploitées 5, route de la Fédération à STRASBOURG. Il sera en particulier tenu compte des dispositions de la circulaire du 10 janvier 2000 relative à l'industrie du traitement de surface dans ce document.

### Article 2 : FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société SPRENGER à Strasbourg.

### Article 3 : Publicité

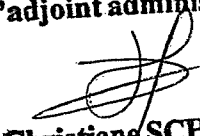
Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté en énumérant les conditions et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de STRASBOURG et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

### Article 4 : Exécution – Ampliation

- le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- le Maire de Strasbourg,
- les Inspecteurs des installations classées de la DRIRE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à la société SPRENGER à Strasbourg.

**Pour ampliation  
Pour le Préfet,  
L'adjoint administratif**

  
**Christiane SCHÜSTER**



**LE PREFET**

**Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général**

  
**MICHEL LAFON**

### Délais et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...), dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.